



# SOMMAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

La Coalition Éducation en bref	3
Chiffres clés	4
La Coalition Éducation en actions	10
Données financières	18
Nos partenaires	19

# LA COALITION ÉDUCATION

## EN BREF

La Coalition Éducation est un collectif d'organisations de la société civile française, née en 2015, menant des actions de plaidoyer, de sensibilisation de l'opinion publique et de renforcement des capacités de ses membres dans la poursuite d'un but commun : le droit à une éducation de qualité pour toutes et tous, en particulier dans les pays en développement. Son action se déroule principalement en France dans le cadre du dialogue avec les acteurs institutionnels et de la contribution aux politiques publiques de solidarité internationale, des relations médias et d'opérations menées avec des partenaires acteurs de la coopération internationale pour l'éducation.

Les membres de la Coalition Éducation :



































AFD La Coalition Éducation est soutenue par l'Agence Française de Développement.

# LES CHIFFRES CLÉS

# OBSERVATOIRE DE L'AIDE FRANÇAISE À L'ÉDUCATION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

diffusé auprès de plus de 150 parlementaires, conseillers ministériels et présidentiels impliqués sur des sujets liés à l'éducation, l'aide au développement ou la solidarité internationale.

2

## ÉVÉNEMENTS

Une demi-journée d'échange, sur les perspectives de partenariat en matière de plaidoyer pour
 l'éducation, organisée à l'AFD le 11 mai 2017 (45 participants).
 Une rencontre francophone de la

 Une rencontre francophone de la société civile sur la privatisation et la marchandisation de l'éducation, à Dakar du 23 au 26 octobre 2017 (plus de 100 représentants).

# + DE 150

## PARUTIONS MÉDIATIQUES

dont les sites internet de Libération, Le Monde Afrique, d'Euractiv, l'Humanité, Au féminin, une intervention dans l'émission de radio « 7 milliards de voisins » sur RFi et 2 tribunes publiées sur le site internet de La Croix et sur le blog Mediapart. R

# ACTIONS DE MOBILISATION

sur les réseaux sociaux et notamment lors du G7, du G20, de la semaine d'action mondiale pour l'éducation, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2018 (campagne #MerciDavance).



# UN COLLECTIF FRANÇAIS DE DÉFENSE DU DROIT À L'ÉDUCATION

## FÉDÉRER ET RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LES ENJEUX DE L'ÉDUCATION

La Coalition Éducation a pour mission de fédérer les organisations de la société civile engagées dans la promotion d'une éducation de qualité pour toutes et tous, et de structurer un collectif autour d'actions menées ensemble. La Coalition Éducation a pris de l'ampleur depuis son lancement en 2015, sur le plan quantitatif – elle est passée de 6 à 16 organisations membres à la fin de 2017 – et sur le plan qualitatif d'autre part, avec une implication croissante des membres dans le collectif.

En 2017, les membres de la Coalition Éducation comptent :

- des organisations de solidarité internationale : Aide et Action France, Asmae, Défi, France parrainage, le GREF, Handicap International, ONE, Partage, Plan International France, Planète Urgence, Solidarité Laïque (cheffe de file);
- des syndicats : Sgen-CFDT,
   SNUipp-FSU et l'UNSA-éducation ;
- Des organisations d'éducation populaire : les CEMEA et la Ligue de l'enseignement.

La richesse de la Coalition Éducation repose notamment sur la diversité (ONG, syndicats, etc.) et l'expertise variée de ses membres permettant de couvrir tout le spectre de « l'éducation tout au long de la vie » (éducation formelle et non formelle, petite enfance, éducation de base, formation professionnelle, etc.) et d'assurer une meilleure représentativité vis-à-vis de ses interlocuteurs.

### ENCOURAGER LA COMPLÉMENTARITÉ ET LE RENFORCEMENT MUTUEL DES MEMBRES

La Coalition Éducation encourage la complémentarité et le renforcement mutuel de ses organisations membres.

Le dialogue et la co-construction entre les membres sont au cœur des missions de la Coalition Éducation, notamment à travers la mise en place de « bonnes pratiques », condition sine qua non de toute action de plaidoyer vers l'extérieur. La Coalition met en œuvre des groupes de travail (GT) thématiques : GT « plaidoyer », GT « communication et mobilisation citoyenne » et GT « expertise-terrain ».

Ces groupes permettent aux membres de s'impliquer, de s'approprier les sujets de travail de la Coalition et de faire des propositions, soumises au Comité de pilotage.
Chaque groupe réunit plusieurs organisations membres sur la base de leur intérêt et de leur expertise.
D'autres réunions sont également organisées de façon ad hoc en fonction des actions à préparer. La Coalition peut également proposer à ces membres des sessions de formation.

Les temps d'échanges organisés par la Coalition Éducation et les actions menées impliquant les membres contribuent à renforcer les compétences des membres en matière notamment de plaidoyer.

Les membres sont également impliqués de façon significative dans les activités du collectif. Ils participent notamment aux rencontres institutionnelles (cabinets ministériels, opérateurs de l'aide publique au développement, parlementaires, présidence de la République, etc.) et partenariales, ainsi qu'aux réunions de travail auxquelles la Coalition prend part.

En 2017, la Coalition a mené une auto-évaluation - à laquelle les partenaires institutionnels ont été associés - qui a permis de faire le bilan des premières années d'activités, de mettre en regard les objectifs et indicateurs initialement fixés avec les réalisations effectives, et de se projeter.

« L'un des principaux facteurs de réussite de la Coalition Éducation est l'implication croissante de ses membres, depuis sa naissance »

Cet exercice mené sur quatre mois a donné lieu à un travail collectif et une appropriation de la Coalition par ses membres. Les membres ont unanimement souligné la valeur ajoutée de la Coalition, qui leur permet de mener des actions que chaque organisation ne pourrait pas mener individuellement et d'être formellement reconnus, via le collectif, comme des interlocuteurs de référence par les acteurs publics.

La satisfaction des membres est régulièrement « sondée », notamment lors des réunions qui permettent de revenir sur chaque évènement organisé et de solliciter les avis de chacun.

# STRUCTURER LE COLLECTIF AUTOUR D'ACTIONS COMMUNES

La gouvernance mise en place par la Coalition vise à encourager l'implication des membres et la prise de décision collective. La Coalition Éducation regroupe des organisations de la société civile autour d'une organisation cheffe de file, Solidarité Laïque, qui en assure le portage administratif et financier, et la coordination politique.

Fondée en 1956, Solidarité Laïque est une association française de loi 1901 reconnue d'utilité publique, qui regroupe aujourd'hui 50 organisations, liées au monde de l'éducation, réunies par la volonté de mener des actions de solidarité en France et dans le monde, sans aucune distinction ethnique, religieuse ou sociale.

Une équipe permanente de deux salariées assure la coordination et la mise en œuvre des activités de la Coalition.

#### NOUER DES PARTENARIATS EXTÉRIEURS DE QUALITÉ

La dimension partenariale et transversale est très présente dans les actions de la Coalition Éducation. La Coalition travaille en partenariat avec d'autres organisations de la société civile engagées sur les problématiques du développement durable et de la solidarité internationale.

La Coalition est le relais français de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME), créé à la veille du Forum mondial sur l'éducation de Dakar en 2000, et qui depuis plus de 15 ans porte un plaidoyer international pour le droit à l'éducation. Aujourd'hui, la CME est présente dans plus de 120 pays et siège notamment au Comité consultatif de la société civile de l'UNESCO sur l'éducation pour tous et à l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (CEFI) des Nations Unies.



La Coalition Éducation et Coordination SUD signent une convention de partenariat afin de renforcer l'expertise et l'efficacité des actions des organisations de la société civile en faveur du développement et de la solidarité internationale (19 décembre 2017).

Les échanges réguliers avec la CME et ses coalitions nationales ou régionales - qui portent un plaidoyer pour l'éducation sur leur territoire permettent à la Coalition Éducation de contribuer au plaidoyer global de la CME, ciblant les décideurs européens et internationaux, et de porter ses messages au niveau de la France. La Coalition Éducation coordonne son action, autant que possible, avec les coalitions de la CME d'autres pays et régions notamment lors de temps forts internationaux (AGNU, G7, G20, etc.). La CME reconnait la Coalition Éducation comme un partenaire national d'importance. En 2017, la Coalition Éducation a participé à une réunion des coalitions de la CME issues des pays donateurs à Londres (février) et à une consultation menée par l'UNESCO sur l'ODD4 à laquelle la CME participait (mars) également. La CME a, quant à elle, participé à la rencontre de la société civile francophone sur la privatisation et la marchandisation de l'éducation, coorganisée par la Coalition Éducation à Dakar (octobre).

La Coalition Éducation fait également partie depuis début 2016, du Comité de pilotage du Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, qui réunit de façon informelle mais engagée des organisations de la société civile actives sur cette thématique. Les actions menées dans le cadre du Réseau ont permis, en 2017, de renforcer l'expertise des membres sur cet enjeu et de toucher des cibles internationales jusqu'ici non adressées par la Coalition : le Conseil des droits de l'Homme, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et les représentations de ses États membres à Paris, le Parlement européen, etc.

En 2017, la Coalition a noué des partenariats prometteurs et a initié des échanges avec des organisations de la société civile et partenaires institutionnels.

La Coalition Éducation a organisé une demi-journée d'échanges et de réflexion intitulée « Mettre l'éducation au cœur de la politique de développement de la France : Quel plaidoyer ? Quels partenariats ? » accueillie à l'Agence Française de Développement (mai).

La rencontre a réuni 45 participant-e-s : représentant-e-s des organisations membres de la Coalition Éducation et de la société civile principalement, ainsi que quelques acteurs institutionnels. Cette réunion a permis de faire le bilan des activités menées par la Coalition et de réfléchir aux orientations stratégiques pour renforcer le plaidoyer commun en fayeur de l'éducation.

La Coalition Éducation a également signé une convention de partenariat avec la plateforme Coordination SUD (C-SUD) lors de l'assemblée générale de la Coalition Éducation (décembre), en présence du Président, Philippe Jahshan et de la Directrice exécutive. Bénédicte Hermelin, de C-SUD. Ce partenariat vise à permetre la mutualisation des compétences et le développement des projets communs, à travers notamment la participation de la Coalition aux travaux de C-SUD au sein de la commission « aide publique au développement (APD) et financement du développement », commission « genre » et commission « jeunesse » et le partage d'information.

La Coalition Éducation organise une demi-journée d'échanges et de réflexion intitulée « Mettre l'éducation au cœur de la politique de développement de la France : Quel plaidoyer ? Quels partenariats ? » accueillie à l'Agence Française de Développement (11 mai 2017).



# LA COALITION ÉDUCATION

## **EN ACTIONS**



Une part importante de l'action de la Coalition Éducation s'inscrit dans l'agenda national et international en matière d'éducation mondiale, en réaction à l'actualité et à l'évolution des engagements de la France, et dans une moindre mesure des autres gouvernements, et des institutions à l'international. Au-delà des « moments » annuels récurrents. notamment la définition et l'adoption du budget de l'aide au développement dans le cadre du projet de loi de finances, l'année 2017 a été jalonnée par plusieurs temps forts qui ont orienté la mobilisation de la Coalition en faveur de l'accès à une éducation de qualité pour toutes et tous en la poussant à se saisir des sujets à l'ordre du jour et à donner de l'écho aux messages qu'elle porte. Parmi les évènements majeurs, se sont inscrits la campagne présidentielle en France puis l'élection du président de la République Emmanuel Macron et la perspective de la conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (février 2018).

# PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOU-TE-S

## INFORMER, MOBILISER ET PLAIDER POUR L'ACCÉS À L'ÉDUCATION

La Coalition Éducation assure une veille et un plaidoyer permanents auprès des pouvoirs publics et des acteurs institutionnels français pour le renforcement et le respect des engagements de la France en faveur de l'éducation de qualité pour toutes et tous dans le monde, et la réalisation du quatrième objectif pour le développement durable (ODD4): « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

La Coalition Éducation a pour mission d'informer et de mobiliser les citoyens sur les enjeux de l'accès à l'éducation dans les pays les plus fragiles afin de soutenir et relayer son plaidoyer institutionnel. Pour cela, elle s'appuie sur les média (Twitter, Facebook, YouTube, presse. newsletter, etc.) pour diffuser des informations régulières, ses prises de positions et analyses, ainsi que celles de ses membres, à travers des contenus de communication variés (tribunes, communiqués de presse, articles, infographies, actions sur les réseaux sociaux, images, pétition, newsletters. vidéo. etc.).

Plusieurs ONG, dont la Coalition Éducation, sont reçues par Emmanuel Macron pour discuter de la politique de développement de la France. L'éducation figurait à l'ordre du jour à la demande du président de la République (5 septembre 2017).



#### **CONTEXTE ET DÉFIS**

En France, comme dans de nombreux pays, l'actualité marquée par des violences et des attentats a entretenu un climat de défiance et de repli sur soi. Dans ce contexte, les questions de sécurité, d'identité et de concurrence ont pris le pas sur la solidarité et l'ouverture citoyenne. Ceci n'a fait que renforcer la conviction de la Coalition Éducation et de ses membres que le droit à l'éducation, parce qu'il participe à créer les conditions d'un monde de paix, de justice et de tolérance, doit aujourd'hui plus que jamais être mis au cœur de la réponse aux défis de notre époque.

Les problématiques liées aux migrations et au soutien apporté - ou non - aux populations réfugiées, sont un sujet à l'origine de tensions entre les pouvoirs publics et la société civile. La thématique de l'éducation dans les situations de crise et d'urgence a été de plus en plus prégnante, amenant les membres de la Coalition à s'interroger sur la responsabilité pour le collectif de mener un plaidoyer plus « fort » sur ce sujet, et d'améliorer son expertise sur les problématiques associées.

La Coalition a ainsi pris la décision de faire de l'éducation dans les situations d'urgence un de ses principaux thèmes de mobilisation pour l'année prochaine. En 2017, trois objectifs de plaidoyer ont particulièrement mobilisé la Coalition Éducation : le financement de l'éducation, la lutte contre la marchandisation de l'éducation et la transversalité de l'éducation pour l'atteinte des Objectifs de développement durable.

# OBJECTIF 1 : RENFORCER L'AIDE À L'ÉDUCATION

Depuis plusieurs années, l'aide à l'éducation de la France est en baisse et ne cible pas les besoins prioritaires les plus urgents.

En 2017, le président de la République et les membres du gouvernement ont exprimé à plusieurs reprises (réunion avec des ONG dont la Coalition Éducation à l'Élysée, Assemblée générale des Nations Unies, Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale, discours devant les ambassadeurs, discours de Ouagadougou, etc.) vouloir faire de l'éducation une priorité de la politique française de coopération ainsi que de renforcer le soutien de la France au Partenariat mondial pour l'éducation.



Face à ces annonces, la Coalition Éducation s'est mobilisée sans relâche pour veiller à ce que les promesses du Président en faveur de l'éducation dans les pays les plus fragiles soient suivies d'engagements concrets.

La Coalition Éducation a mené une campagne de plaidoyer continue pour une aide française à l'éducation renforcée dans le cadre de l'aide publique au développement (APD), en s'appuyant sur la publication annuelle d'un document d'analyse et de plaidoyer sur le financement de l'éducation : l'Observatoire qui alerte sur la faiblesse de l'aide française à l'éducation dans les pays en développement.



Pour la Coalition, la complémentarité et la cohérence des mécanismes bilatéraux et multilatéraux de l'aide à l'éducation constitue une condition incontournable pour que la France contribue, en coordination avec les autres acteurs de l'aide, à appuyer les États les plus fragiles et pour renforcer leurs capacités en matière de conception et de mise en œuvre des politiques éducatives.

AIDE BILATÉRALE À L'ÉDUCATION : CIBLER LES BESOINS LES PLUS IMPORTANTS

L'Édition 2017 de l'Observatoire de l'aide française à l'éducation dans les pays en développement révèle que l'éducation de base, qui inclut l'éducation primaire et secondaire, ne représente que 2,5% de l'aide bilatérale totale de la France : une part bien trop insuffisante! II constate également que seul 18,5% de l'aide bilatérale à l'éducation a bénéficié aux 17 pays définis comme prioritaires de l'aide française et 28% aux pays d'Afrique subsaharienne. Or dans cette région, un quart des enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés. Ce document est un outil essentiel, apprécié des interlocuteurs institutionnels (parlementaires, services ministériels, etc.) et pertinent pour renforcer la visibilité du secteur « éducation » dans la politique de solidarité internationale.



La Coalition Éducation est reçue officiellement à l'Elysée par Brigitte Macron en vue de renforcer la mobilisation en faveur du droit à l'éducation de qualité pour tou-te-s (7 novembre 2017).



La Coalition Éducation rencontre les collaboratrices de la députée Samantha Cazebonne pour lui présenter l'Observatoire de l'aide française à l'éducation dans les pays en développement (20 octobre 2017).

La mobilisation de la Coalition Éducation en faveur d'une aide française à l'éducation à la hauteur des besoins et de l'importance que nos dirigeants accordent à l'éducation dans leurs nombreuses déclarations, s'est faite autour de différents temps forts tout au long de l'année 2017 : le sommet du G7 à Taormina (mai), l'élection présidentielle en France (mai), le G20 à Hambourg (juillet), l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre), le projet de loi de finances (PLF) 2018 (décembre) et le discours du président de la République sur la politique de coopération africaine de la France à Ouagadougou (novembre).



### AIDE MULTILATÉRALE : REDEVENIR UN VRAI PARTENAIRE DE L'ÉDUCATION DANS LE MONDE

L'aide française à l'éducation allouée aux fonds multilatéraux, notamment au Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et à l'initiative Education Cannot Wait, demeurait en 2017, et ce depuis 2015, à un niveau faible au regard des besoins pour soutenir les politiques éducatives dans les pays partenaires et en comparaison des contributions d'autres pays donateurs ou de celle de la France par le passé.

Sur la période 2015-2017, la France a versé 17 millions d'euros au PME, qui soutient 69 pays en développement afin de garantir à chaque enfant une éducation de base de qualité, donnant la priorité aux plus pauvres, aux plus vulnérables et à ceux qui vivent dans les pays fragiles ou en situation de conflit.

La France a également annoncé une contribution de 2 millions d'euros en 2017 pour financer l'initiative Education Cannot Wait (« L'éducation ne peut attendre ») lancée au cours du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016. Le fonds Education Cannot Wait est le premier fonds mondial à définir l'éducation comme une priorité de l'action humanitaire.

Il a pour objectif de veiller à ce qu'aucun enfant ou jeune ne soit privé d'éducation dans les situations d'urgence et de crise, et à soutenir dans ces contextes la mise en œuvre de programmes permettant la continuité dans l'accès à une éducation de qualité pour toutes et tous.

La Coalition Éducation mène un dialogue avec les pouvoirs publics français et des campagnes continues pour veiller à ce que les engagements politiques et financiers de la France aux fonds multilatéraux de soutien à l'éducation dans le monde soient renforcés chaque année.



Alice Albright, Directrice Générale du PME, rencontre la Coalition en amont de la conférence de financement du PME (9 octobre 2017).

En 2017, la Coalition Éducation s'est fortement mobilisée pour demander à la France de renforcer son engagement dans le PME en vue de la conférence de reconstitution des ressources du fonds, à Dakar (février 2018). En acceptant de coprésider avec le Sénégal cette conférence, la France a adressé un message positif qui doit être une première étape d'un réengagement massif dans le PME. La mobilisation de la Coalition s'est traduite par la publication d'un document de positionnement, une série d'interpellations et de rencontres avec les pouvoirs publics, des campagnes auprès des média et le relais de l'action portée à l'échelle internationale par la CME et d'autres OSC internationales.

À 60 jours de la conférence sur le financement du PME, la Coalition Éducation et des organisations « Éducation » ont été reçues par Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (4 décembre 2017).



#### OBJECTIF 2 : LUTTER CONTRE LA MARCHANDISATION DE L'ÉDUCATION

Dans la continuité des actions menées en 2016, la Coalition Éducation a poursuivi et renforcé son plaidoyer pour le développement de services d'éducation de qualité, accessibles à toutes et tous (gratuits) et régulés par les États, en opposition à toute logique de marchandisation. La Coalition Éducation veille au suivi des engagements français (dans la Stratégie française éducation, formation professionnelle et insertion, au sein de la Francophonie, etc.) contre la marchandisation de l'éducation et dialogue avec les pouvoirs publics pour renforcer le portage politique de la France sur le sujet.

En 2017, la Coalition Éducation a poursuivi son implication dans le Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, dont la dynamique s'est intensifiée notamment à travers l'organisation d'une rencontre francophone, la mobilisation pour inclure le sujet dans les déclarations et textes officiels internationaux (résolution du Conseil des droits de l'Homme, déclarations finales lors de sommets, etc.) et le développement de partenariats (CONFEMEN, OIF, UNESCO).

Cette mobilisation francophone fait suite au développement très important des acteurs privés à but lucratif dans l'éducation ces dernières années, notamment dans les pays à faible revenu, un phénomène menaçant les systèmes éducatifs déjà fragiles.

De nombreux investisseurs, notamment des entreprises multinationales, s'impliquent à grande échelle dans le marché jugé très lucratif de l'éducation, y compris en proposant des services à bas coût de mauvaise qualité. L'impact de ce phénomène en termes de qualité des contenus éducatifs, de ségrégation territoriale et d'inégalités sociales, en font un défi majeur pour les défenseurs du droit à l'éducation.

En 2017, la Coalition Éducation, aux côtés des organisations membres du COPIL du Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, a coorganisé une rencontre de quatre jours qui a mobilisé plus de 100 représentants issus de 25 pays francophones à l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEF) de Dakar (octobre). Elle a été l'occasion d'échanger sur les dangers de la marchandisation de l'éducation et de réfléchir ensemble sur des orientations pour construire une éducation publique de qualité permettant à tou-te-s d'acquérir les compétences fondamentales pour évoluer dans la société.

La Coalition Éducation, aux côtés des organisations du Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, co-organise une rencontre francophone sur la marchandisation et la privatisation de l'éducation à l'IFEF de Dakar (du 24 au 26 octobre 2017).





La mobilisation s'est traduite par des engagements politiques concrets de la France contre la marchandisation de l'éducation dans la Stratégie française 2017 -2021 pour l'éducation, la formation professionnelle et l'insertion, lors du discours officiel du secrétaire d'État français chargé du Développement et de la Francophonie à l'occasion du lancement du rapport annuel du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le développement humain. La France a égalemnt soutenue et participé (intervention de l'ambassadeur français à Dakar) à la rencontre en de Dakar. Par ailleurs, une résolution de l'ONU a exhorté les États à agir contre la marchandisation de l'éducation (juin).

#### OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR LA TRANSVERSALITÉ DE L'ÉDUCATION

La Coalition Éducation plaide sans relâche pour la réalisation de l'ODD4 « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

La Coalition, et avant elle les organisations qui en sont aujourd'hui les membres, a plaidé pour l'adoption d'un ODD4 ambitieux, retenant une définition large de l'éducation et intégrant les dimensions clefs de l'inclusion, de l'équité et de la qualité.

Cette approche est aujourd'hui au cœur de l'action de la Coalition, dont les membres contribuent, par leur expertise variée (petite enfance, éducation formelle et non formelle, éducation inclusive pour les groupes les plus vulnérables, formation professionnelle, insertion économique, etc.) à nourrir un plaidoyer pour l'éducation de tou-te-s et tout au long de la vie ».

Au-delà de l'éducation, les sujets de mobilisation de la Coalition croisent d'autres ODD ainsi que plusieurs thématiques transversales majeures. La thématique de la jeunesse est au cœur du plaidoyer pour l'éducation. L'urgence éducative concerne avant tout la jeunesse, en particulier dans le contexte africain où la croissance démographique est porteuse d'un défi immense pour permettre à cette jeunesse toujours plus nombreuse d'accéder à une éducation de qualité et de connaître une insertion socioprofessionnelle répondant aux aspirations de chacune et chacun. Le rôle que la jeunesse peut jouer en tant qu'actrice de changement et non simple bénéficiaire des programmes et politiques publiques d'éducation et de formation-insertion professionnelle, est également porté au sein de la Coalition.

# DONNÉES FINANCIÈRES

### LES COMPTES DE L'EXERCICE

La Coalition Éducation fonctionne pour 50% de ses ressources sur un budget « intérêt général » de l'Agence Française de Développement (AFD).

Le budget de l'exercice 2017, qui a couvert la période allant du 1 janvier au 31 décembre 2017, s'est élevé à 163 k€.

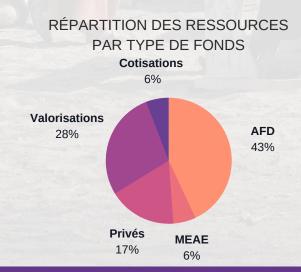
#### LES RESSOURCES

L'Agence Française de Développement (AFD) a apporté un cofinancement de 74k€, le montant étant plafonné à 50% du budget total.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a apporté un soutien financier de 10k€ à l'organisation de la rencontre francophone sur la marchandisation et la privatisation de l'éducation à Dakar.

Les **cotisations des membres** ont représenté 10k€.

Les autres **fonds privés** (contributions des membres, fonds propres de Solidarité Laïque, réserve parlementaire) se sont élevés à 30k€.

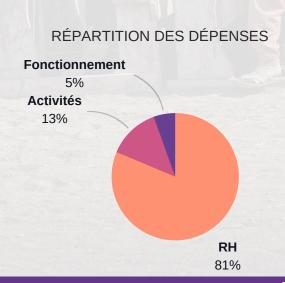


#### LES DÉPENSES

Les dépenses liées aux ressources humaines (RH) ont représenté 74 %.
L'effectif était de 2 salariées jusqu'à fin juin 2017 puis 1 salariée jusqu'au 31 décembre 2017, qui ont porté et mis en œuvre les activités de la Coalition (plaidoyer, rendez-vous, communication, coordination, suivi administratif et financier) avec un appui de la part des salariés de Solidarité Laïque.

Les frais d'activités et de communication ont représenté 12% des dépenses et comprennent notamment les déplacements, l'accueil de partenaires, l'organisation d'événements et les services divers (impressions, etc.).

Les charges de fonctionnement ont représenté 5% des dépenses.
L'organisation cheffe de file
Solidarité Laïque, qui porte le dossier auprès de l'AFD, est l'employeur et l'hébergeur de l'équipe salariée.



# **NOS PARTENAIRES**

#### LES PARTENAIRES PUBLICS

- Agence Française de Développement
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Organisation internationale de la Francophonie
- Réserve parlementaire de Noël Mamère

#### LES ONG AVEC LESQUELLES NOUS AVONS COLLABORÉES

- Action contre la Faim
- Action Santé Mondiale
- ANCEFA (Africa Network Campaign on Education For All)
- Campagne mondiale pour l'éducation
- Care
- Coalition Eau
- Coordination SUD
- COSYDEP Sénégal
- CSFEF (Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation)
- FI Céméa
- GI-ESCR
- OXFAM
- Printemps Solidaire
- Réseau Action Climat
- Right to Education Project

#### **TEMOIGNAGE**

#### **Nicolas Lenssens**

Directeur Général de l'Association PARTAGE

En tant que membre actif depuis 2015 de la Coalition Éducation, nous avons eu l'opportunité de voir celle-ci grandir en taille et en influence au fil des trois dernières années. Nous sommes particulièrement fiers d'appartenir à ce collectif qui a su affirmer un plaidoyer efficace en faveur d'une éducation de qualité pour tous, notamment envers les décideurs politiques et économiques du milieu de la solidarité internationale.

L'apport de la Coalition Education pour l'association PARTAGE est d'autant plus crucial qu'il nous a permis de porter nos messages et d'amplifier notre influence bien au-delà de ce que nous pourrions réaliser seuls, atteignant par là même une part importante des objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés envers nos soutiens et nos partenaires.

L'autre force de la Coalition, c'est d'avoir su faire discuter et construire ensemble des organisations et associations de la société civile très diverses, d'avoir fait grandir la transparence et la confiance entre ses membres, créant les conditions pour une coordination renforcée, une mise en commun des ressources et l'élaboration d'actions conjointes de plus grande ampleur à l'avenir.

De nombreux défis restent à relever, mais les premiers résultats sont tangibles et nous serons donc heureux de poursuivre notre collaboration avec la Coalition et ses membres dans les années à venir.

